

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 2928

[2009/203764]

31 JUILLET 2009. — Arrêté royal fixant les règles spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 aux travailleurs auxquels s'appliquent pendant la période de référence une diminution du temps de travail en vertu des titres 1^{er} et 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise

RAPPORT AU ROI

Sire,

A la lumière de l'avis du Conseil d'Etat et au vu des réserves émises concernant la base légale servant de fondement à l'arrêté royal, quelques explications sont formulées ci-après.

L'article 3, 2^o, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail a déjà été utilisé comme base légale pour l'élaboration de l'arrêté royal du 18 avril 2000 fixant les conditions spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs.

Cet arrêté royal règle des situations similaires à celles visées dans la loi du 19 juin 2009 (voir par exemple la Section IV. — Travailleurs occupés dans un régime de travail à temps partiel avec compensation salariale à la suite d'un accord de réduction du temps de travail).

Le Conseil d'Etat avait le 8 septembre 1999 rendu un avis sur le projet d'arrêté royal fixant les conditions spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail à certaines catégories de travailleurs précité et la base légale n'avait pas été contestée.

S'il est vrai que la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise contient un article 19 qui permet au Roi de prendre par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les mesures nécessaires pour adapter la législation relative à la sécurité sociale au profit des travailleurs visés par le chapitre 2 du titre 2, comme relevé par le Conseil d'Etat, il ne permet pas de régler la situation des travailleurs visés par une mesure de réduction du temps de travail visée au titre 1^{er}.

L'article 3, 2^o, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail offre donc une base légale sûre et permettant de viser tous les travailleurs concernés par la loi du 19 juin 2009 dans la mesure où il est nécessaire de prendre des mesures afin de garantir qu'ils ne perdront pas leurs droits en matière de sécurité sociale malgré cette réduction de leur temps de travail.

Pour ce qui concerne les travailleurs visés par le titre 2 chapitre 3 de la loi du 19 juin 2009, le supplément payé par l'employeur peut être considéré comme un avantage complémentaire au régime de la sécurité sociale. Ceci est explicitement exclu de la notion de rémunération par l'article 35, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et ne devait donc pas être réglé dans l'arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,
Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Emploi,

Mme J. MILQUET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 2928

[2009/203764]

31 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op de werknemers waarop tijdens de referentieperiode een vermindering van de arbeidstijd van toepassing is krachtens de titels 1 en 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het advies van de Raad van State indachtig en gezien het voorbehoud over de wettelijke basis die aan het koninklijk besluit ten grondslag ligt, worden hieronder enkele toelichtingen geformuleerd.

Artikel 3, 2^o, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 diende reeds als wettelijke basis voor het opstellen van het koninklijk besluit van 18 april 2000 tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op bepaalde categorieën van werknemers.

Dit koninklijk besluit regelt situaties die gelijkaardig zijn aan die bedoeld bij de wet van 19 juni 2009 (zie bijvoorbeeld Afdeling IV. — Werknemers tewerkgesteld in een deeltijdse arbeidsregeling met looncompensatie ingevolge een akkoord voor arbeidstijdverkorting).

De Raad van State had op 8 september 1999 een advies uitgebracht over het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op bepaalde categorieën van werknemers, en de wettelijke basis werd niet in vraag gesteld.

De wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis bevat weliswaar een artikel 19 dat de Koning de mogelijk geeft bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nodige maatregelen te nemen om de socialezekerheidswetgeving aan te passen ten gunste van de werknemers bedoeld bij hoofdstuk 2 van titel 2, zoals opgemerkt door de Raad van State, maar dit artikel maakt het niet mogelijk de situatie van de werknemers voor wie een maatregel van arbeidstijdvermindering zoals bedoeld in titel 1 geldt, te regelen.

Artikel 3, 2^o, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 biedt dus een degelijke wettelijke basis en waardoor alle werknemers bedoeld bij de wet van 19 juni 2009 in aanmerking kunnen komen voor zover maatregelen moeten genomen worden om ervoor te zorgen dat ze, ondanks deze arbeidstijdvermindering, hun rechten op het gebied van de sociale zekerheid niet zullen verliezen.

Wat betreft de werknemers bedoeld bij titel 2, hoofdstuk 3 van de wet van 19 juni 2009 kan het door de werkgever betaald supplement beschouwd worden als een voordeel ter aanvulling van de socialezekerheidsregeling. Op basis van artikel 35, tweede lid van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 is dit supplement uitdrukkelijk uitgesloten uit het begrip loon, en moest dus niet geregeld worden bij het koninklijk besluit.

Ik heb de eer te zijn,
Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Werk,

Mevr. J. MILQUET

31 JUILLET 2009. — Arrêté royal fixant les règles spéciales de calcul de la rémunération de base pour l'application de la loi du 10 avril 1971 aux travailleurs auxquels s'appliquent pendant la période de référence une diminution du temps de travail en vertu des titres 1^{er} et 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 3, 2°;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 18 juin 2009;

Vu l'avis 46.956/1 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par l'ampleur de la crise qui touche notre économie et la nécessité de prendre dans les meilleurs délais des mesures complémentaires. Ces mesures devraient permettre de diminuer le nombre de licenciements et ainsi permettre un redressement plus rapide de notre économie. Vu l'évolution constante de la situation économique, il convient d'agir avec la plus grande célérité;

Il s'agit de donner exécution au projet de loi précité portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise pour les accidents du travail. Ce projet contient diverses mesures de réduction du temps de travail, dans le but d'éviter des licenciements. Il s'agit de mesures temporaires. L'objectif du projet d'arrêté royal qui est soumis pour avis est de garantir aux travailleurs concernés qu'ils ne perdront pas leurs droits en matière de sécurité sociale (en l'occurrence en accidents du travail) malgré cette réduction de leur temps de travail;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Si pour un travailleur, pendant la période qui doit être prise en compte pour le calcul de la rémunération de base, s'applique une réduction du temps de travail dans le cadre des titres 1^{er} et 2 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail s'applique comme suit :

a) par dérogation à l'article 35 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, la compensation salariale visée à l'article 9 de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise et la compensation complémentaire accordée par l'employeur, visée à l'article 18, § 2, alinéa 3, de la même loi, ne sont pas considérées comme rémunération;

b) l'article 37bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail n'est pas d'application;

c) à l'article 37ter de la même loi, est considéré comme "horaire normal" l'horaire de travail d'application le jour précédant la date d'entrée en vigueur de la diminution du temps de travail en vertu de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2009.

Art. 3. La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Trapani, le 31 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme J. MILQUET

31 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijzondere regels van basisloonberekening voor de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 op de werknemers waarop tijdens de referentieperiode een vermindering van de arbeidstijd van toepassing is krachtens de titels 1 en 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 3, 2°;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 18 juni 2009;

Gelet op advies 46.956/1 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omvang van de crisis die onze economie raakt en door de noodzaak om binnen de kortste termijnen bijkomende maatregelen te nemen. Deze maatregelen moeten toelaten het aantal ontslagen te verminderen en zo een sneller herstel van onze economie bewerkstelligen. Gezien de permanente evolutie van de economische situatie, is het gepast te handelen met de grootst mogelijke snelheid;

Dit ontwerp heeft tot doel voormeld ontwerp van wet houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis uit te voeren voor de arbeidsongevallen. Dit ontwerp bevat diverse maatregelen voor arbeidstijdverkorting om ontslagen te voorkomen. Het gaat om tijdelijke maatregelen. Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor advies wordt voorgelegd, heeft tot doel de betrokken werknemers te garanderen dat ze hun socialezekerheidsrechten (in dit geval inzake arbeidsongevallen) niet zullen verliezen ondanks deze vermindering van hun arbeidstijd;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Indien er voor een werknemer, tijdens de periode die in aanmerking dient te worden genomen voor de berekening van het basisloon, een vermindering van de arbeidstijd is in het raam van de titels 1 en 2 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis, dient de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 als volgt te worden toegepast :

a) de looncompensatie bedoeld in artikel 9 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis en de bijkomende vergoeding toegekend door de werkgever bedoeld in artikel 18, § 2, derde lid, van dezelfde wet worden in afwijking van artikel 35 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 niet als loon beschouwd;

b) artikel 37bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 is niet van toepassing;

c) in artikel 37ter van dezelfde wet wordt als "normaal werkrooster" beschouwd het werkrooster van toepassing op de dag voorafgaand aan de ingangsdatum van de vermindering van de arbeidstijd krachtens de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2009.

Art. 3. De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Trapani, 31 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET